

Pourquoi l'AP-HM coûte-t-elle si cher ?

Avec 1,2 milliard d'€ de budget (1,5 milliard pour les Hospices Civils de Lyon), 350 millions de déficit cumulé (dont 37 millions cette année), l'AP-HM coûte cher. Très cher. À cela, de nombreuses raisons, bonnes et mauvaises.

- **Les coûts de fonctionnement.** Éclatée en 4 sites, en partie vétustes (Nord, Timone, Conception, Sud), sur une ville deux fois plus étendue que Paris, l'AP-HM dépense près de 30% de plus que les autres CHU. D'autant que le Centre hospitalier universitaire (CHU) phocéén conserve à sa charge les frais de sécurité incendie de 2 immeubles de grande hauteur (Timone, Hôpital Nord).

- **Les malades insolubles.** L'hôpital ne se fout pas de la charité. Les soins délivrés aux "pauvres" -sans papiers, sans ressources- coûtent 25 millions d'euros par an à l'AP-HM, soit 5% de ses recettes. Dans un rapport de 2010, la Chambre régionale des comptes relevait que 22% des hospitalisés à Marseille - plus d'un malade sur 5 - étaient en difficulté financière, voire en situation d'insolvabilité.

- **Les pathologies complexes.** Toutes les études le montrent : moins on est riche, plus on est malade. Les pauvres se font moins suivre médicalement, souffrent donc de pathologies plus graves et arrivent à l'hôpital plus tard pour des séjours plus longs. Du coup, les dépenses engagées dépassent largement le montant des actes standard qui sont remboursés par la Sécu. À l'inverse, le secteur privé, très fortement implanté à Marseille (plus de la moitié des lits), se concentre sur les actes standard et rémunérateurs comme la chirurgie ambulatoire.

- **L'indemnité de résidence.** Un quart du déficit annuel est le résultat d'une injustice réglementaire. L'AP-HM verse à tous ses agents une indemnité pour compenser la cherté de la vie à Marseille. Cette charge représente 8 millions d'€ par an. Mais contrairement aux hôpitaux parisiens, l'AP-HM ne bénéficie pas en contrepartie d'une réévaluation de ses tarifs Sécu. Résultat : la masse

salariale est automatiquement plombée de 0,8% par rapport aux autres hôpitaux. L'IGAS a souligné cette injustice. Mais le ministère, jusqu'à présent, n'a rien voulu entendre.

- **La dette.** 1,1 milliard d'euros c'est abyssal. Mais l'essentiel de cet endettement a

été contracté dans les années 2000, avec l'aval du ministre de l'époque, Jean-François Mattei, pour engager la nécessaire restructuration du CHU. Les syndicats réclament aujourd'hui l'annulation de cette dette. Ajoutons que par malheur (ou imprudence), 70 millions de ces emprunts sont toxiques : le coût des intérêts a tout récemment flambé avec la hausse du franc suisse...

- **Le clientélisme.** FO le reconnaît : "il a pu exister, par le passé, des embauches de colleurs d'affiches". Mais, assure le syndicat (et l'ancien directeur général lui-même), "tout cela est terminé". Quoi qu'il en soit réellement, ces recrutements clientélistes continuent à peser sur le fonctionnement des services. Le comportement de certains brancardiers, par exemple, a été visé dans le dernier rapport de l'IGAS. Mais les abus existent à tous les étages. On se souvient du dispendieux "service culturel" de huit personnes mis en place par Jean-Paul Segade (et dirigé par son épouse). Globalement, chaque directeur général nomme des collaborateurs... qui restent en poste après son départ. 53 directeurs pour l'AP-HM, (13 de plus en 2 ans), est-ce vraiment nécessaire ? **S.MA.**



Des coûts de structure très élevés, notamment pour les IGH Nord et Timone.

Un préavis de grève attend la nouvelle directrice

La ministre de la Santé Marisol Touraine l'a appris lundi de la bouche de Jean-Claude Gaudin : un préavis de grève a été déposé par l'Intersyndicale de l'AP-HM, qui attend toutefois de rencontrer la nouvelle directrice, Mme Geindre (qui arrivera mardi prochain) pour décider d'enclencher ou pas le mouvement. En attendant, les agents hospitaliers marseillais sont appelés à participer massivement à la journée nationale de manifestation interprofessionnelle du 9 avril.

Dans un courrier adressé hier à La Provence, André Saccoccio, représentant des usagers au conseil de surveillance de l'AP-HM, estime que "les usagers se doivent d'être solidaires de l'ensemble des acteurs professionnels de l'AP-HM et doivent le faire savoir eux aussi. Nous déplorons la désinvolture du gouvernement à notre égard et les dispositions qui sont prises pour réduire les dépenses de façon tellement drastique que l'hôpital pourrait être amené à fermer des lits et à réduire à Marseille l'offre publique de soins."